

## L'influence de la Chine en Méditerranée : synthèse de la situation actuelle

**D'**après les travaux de l'Union méditerranéenne, la Chine reste une menace pour les échanges entre les deux rives de la Méditerranée. En effet, l'intérêt des Chinois pour les pays du pourtour méditerranéen, intérêt largement partagé par les pays concernés eux-mêmes, incite ces pays à considérer les alléchantes propositions chinoises comme des voies de développement économiques « prioritaires ».

Nous pouvons analyser cette percée chinoise par le fait que la Chine développe une stratégie à long terme. En effet, la première phase de la « colonisation » passe par l'économie et la conquête territoriale en termes économiques (commerce, infrastructures, éducation, énergie, etc...). D'ailleurs, nous constatons que la Chine ne se contente pas d'exporter des produits manufacturés vers le sud de la Méditerranée, mais participe également à la formation des élites de cet espace, par une aide à la mobilité pour les étudiants, contribue à la construction d'infrastructures et aide au développement de ces pays, notamment par l'annulation de leur dette.

Le sujet pourrait être résumé en quelques mots : comment nos partenaires méditerranéens conçoivent-ils le partenariat avec l'Union Européenne ?

L'Union Européenne doit cesser d'apparaître, aux yeux de ses interlocuteurs, comme une « forteresse » économique et politique uniquement préoccupée de garantir sa sécurité vis-à-vis d'un Sud travaillé par l'intégrisme islamique ou de connivence avec certains « états voyous ». La proximité géographique, l'importance des liens culturels et historiques sont autant de facteurs militent pour une structuration de l'ensemble géopolitique euro-méditerranéen qui aille bien au-delà de la conclusion de simples accords d'association à finalité libre-échangiste.

Selon Lionel Vairon, le concept stratégique de Méditerranée n'est pas pertinent vu de Pékin et nous ne pouvons donc parler de « politique chinoise en Méditerranée ». Cependant, la Méditerranée constitue pour Pékin une ligne de démarcation entre deux mondes, la manifestation d'un dédoublement de sa propre identité. Vis-à-vis du Nord, de l'Europe, la Chine conduit une politique de grande puissance, sur le plan économique et sur le plan militaire (récentes avancées spatiales). Elle cherche également à conforter son poids diplomatique et affirmer sa position de membre permanent du Conseil de Sécurité. Au Sud, elle souhaite apparaître comme une puissance certes, mais appartenant au camp des pays en voie de développement, au tiers-monde. Elle entend ainsi, de plus en plus clairement, œuvrer pour la défense des pays les plus pauvres en menant une politique d'aide au développement qu'elle affirme différente de celles conduites depuis les indépendances par les pays occidentaux, en élaborant un « partenariat d'un nouveau type ». Elle distribue ainsi annulation de dettes, prêts à taux préférentiels, dons humanitaires, assistance à l'éducation et à la formation, etc... Les pays riverains de la

Méditerranée sont naturellement concernés par cette politique et bénéficient aussi de cette aide au développement.

Mais la diversité économique, politique et sociale que l'on retrouve dans l'ensemble méditerranéen impose à la Chine de définir des stratégies spécifiques à chaque pays, même si certains d'entre eux se retrouvent dans des identités plus larges : l'Union Européenne, l'Europe méditerranéenne, le monde arabe, le Maghreb face au Proche-Orient, ...

L'ensemble méditerranéen présente ainsi la particularité de se situer au confluent de plusieurs stratégies actuelles de la Chine Populaire :

- politique prioritaire de maintien du taux de croissance économique,
- partenariat diplomatique et économique avec l'Union Européenne,
- politique énergétique tous azimuts,
- stratégie diplomatique et économique en Afrique,
- stratégie de lutte contre l'islamisme,
- timide politique de puissance sur la scène internationale et à l'ONU.

Peut-être l'entité méditerranéenne prend-elle ici sa pertinence pour la Chine. La Méditerranée est une frontière entre des mondes très inégaux, mais qui tentent de construire une identité, peut-être imaginaire, dans le but de surmonter leurs oppositions ou leurs divergences. La Chine peut saisir les opportunités qu'offre ce dialogue, cette volonté de partenariat, pour avancer ses propres pions, en particulier dans le domaine économique.

Aujourd'hui, et pour longtemps encore, les autorités chinoises accordent une priorité haute à l'économie, à la poursuite du développement entamé à partir de 1978, et à l'approfondissement des réformes. Ce développement se nourrit de relations de coopération économique et à un impérieux besoin de stabilité. Si cette affirmation est vraie pour la situation intérieure, elle l'est également pour les relations internationales. C'est à la lumière de ce besoin qu'il faut sans doute observer la présence croissante de la Chine, sous différentes formes, dans l'espace méditerranéen.

Il faut ajouter, en préliminaire, que la République Populaire de Chine entretient aujourd'hui des relations diplomatiques avec tous les États du pourtour méditerranéen, les deux derniers à les normaliser avec Pékin ayant été Israël en 1992 et la Libye en 1978. Cette dernière est cependant pour Pékin un partenaire difficile, imprévisible.

Ces pays de la Méditerranée hors Union Européenne ont un autre atout majeur aux yeux de la Chine : la majorité d'entre eux possèdent des accords de libre-échange avec l'Union Européenne, qui permettent aux entreprises chinoises, en association avec des partenaires locaux, d'ex-



porter ou de réexporter une partie de leur production vers le marché de l'Union Européenne à des tarifs préférentiels, alors que de nombreux obstacles freinent l'entrée des produits en provenance directe de Chine. Cette analyse s'applique également à l'égard de certains pays ayant des accords avec les États-Unis, comme le Maroc, ou avec d'autres états africains. Cette stratégie de pénétration est accueillie très favorablement par les états concernés qui voient dans ces partenariats la possibilité d'améliorer le marché de l'emploi et de favoriser le développement des économies locales.

Pierre Deusy, chef économiste Méditerranée à la Commission européenne, revient, lui, sur la surprise de l'Europe d'assister à l'offensive chinoise en Afrique et notamment en Algérie. Pour lui, le secret du succès chinois en Algérie réside dans sa tactique d'investissement : « Pour gagner, il faut savoir perdre ; or, la Chine n'est pas tenue par une rentabilité à 15% comme la plupart des grandes sociétés occidentales détenues par des fonds de pension américains ». Si le but de la Chine est avant tout économique, elle développe en parallèle une stratégie à long terme. Cela est possible, d'une part, parce que la Chine est aussi un pays du « sud » et parce qu'elle n'impose à ses partenaires du bassin méditerranéen et de l'Afrique subsaharienne aucune conditionnalité d'ordre politique, d'autre part. Christian Stoffaës, du Cercle des économistes, partage cette conviction et soutient qu'« une fois qu'elle aura créé des dépendances économiques intégratrices, la Chine inaugurera une phase diplo-

matique ». La question de la manière dont la Chine va développer son influence géostratégique en Méditerranée se posera alors. Le spécialiste note que d'ores et déjà, la Chine défend une position stabilisatrice et pacifiste au Moyen-Orient, en Irak comme en Iran. Faut-il pour autant oublier le caractère conflictuel de la politique chinoise à l'égard de son Ouest : Tibet, Xinjiang... ?

Marie-Françoise Renard, doyen de l'Université de Clermont-Ferrand, explique que « la Chine n'a pas d'effet d'éviction vis-à-vis de l'UE. Elle ne va pas à l'encontre du partenariat euro-méditerranéen ». L'inquiétude qu'elle suscite est salutaire car elle permet à l'Europe de rester vigilante par rapport au commerce Sud-Sud. L'Europe doit réagir en saisissant des initiatives qui ne manquent pas. Et d'ajouter qu'aujourd'hui, la coopération euro-méditerranéenne garde toute sa pertinence au vu de la proximité géographique qui représente un atout manquant cruellement à la Chine.

Il nous reste à trouver de nouveaux modes de coopération qui intégreront à la fois les atouts que représentent notre proximité géographique et culturelle mais également historique, notre langue commune et surtout notre sens commun des valeurs humaines et sociales d'une part et d'autre part, le besoin d'investissement, de développement économique, de formation et plus généralement de « libre-échange » des pays concernés. ■

## Pierre PROVENZANO



Docteur en Management international des affaires, est Président du comité Essonne des Conseillers du commerce extérieur de la France et Vice-président de la CGPME 91 chargé des affaires internationales.

Il dirige également un cabinet spécialisé dans l'accompagnement de projets de développement à l'international d'entreprises françaises et marocaines et il enseigne la stratégie de développement international dans différentes Universités et Ecoles de commerce.

